

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 3/2013
TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Banque

- 1° Responsabilité civile – Violation des règles de conduite – Protection de l'intérêt général – Normes déontologiques – Base légale à une action des clients (non) – Loi du 5 avril 1993, art. 39 - Circulaire de la CSSF 2000/15. 219
- 2° Obligation de connaître son client – Etablissement de diagnostics – Formalisation écrite du profil du client – C. civ., art. 1134. 219
- 3° Dépôt de titres – Gestion simple – Obligation accessoire au contrat de dépôt de titres – Obligations d'information et de mise en garde – Obligation de conseil (non) – Client averti – Obligation de se renseigner – C. civ., art. 1915 et s. 219
- 4° Dépôt de titres – Obligation de garantie de distribution de dividendes (non) – C. civ., art. 1915 et s. 219
- 5° Gestion assistée – Obligation d'information sur l'insolvabilité imminente de l'émetteur – Information spontanée de la banque (non) – Investisseur ayant connaissance de l'information – C. civ., art. 1134. 219
- 6° Gestion discrétionnaire – Condition – Convention expresse – Dépôt de titres – Mandat – C. civ., art. 1915 et s. et art. 1984 et s. 259
- 7° Dépôt de titres – Gestion simple – Obligation accessoire d'information et de conseil – Obligation de moyens – Obligation accessoire de mise en garde – Portée – Opportunité des investissements (non) – C. civ., art. 1915 et s. et art. 1984 et s. 259
- 8° Ordres de bourse – Preuve par tous moyens – Relevés – Poursuite des relations sans protestation – C. com., art. 109. 259
- 9° Ordres de bourse – Réception des avis d'opérer – Inertie du client – Ratification tacite des opérations – Portée de la ratification – Perte du droit de contestation des opérations – Négligence du client – Convention de poste restante – Perte du droit d'agir en responsabilité contre le gestionnaire du compte (non) – C. civ., art. 1338, alinéa 3. 259
- 10° Convention de compte – Mandat général d'encaissement et d'exécution des ordres de paiement – C. civ., art. 1984. 270

Cession de créance

- Cession de salaire – Notification au tiers cédé – Effet – Attribution de la créance au cessionnaire - Droit réel - Poursuite des effets sur les sommes échues après l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité – Loi du 11 novembre 1970, art. 17 - Règlement CE 1346/2000 du 29 mai 2000, art. 5. 209

Contrats, conventions et obligations

Contrat à durée déterminée – Validité de la clause de résiliation anticipée – C. civ., art. 1134. 251

Droit international privé

Conflit de lois – Régimes matrimoniaux – Convention de La Haye – Applicabilité dans le temps – Droit transitoire des règles de conflit de lois – Soumission des régimes matrimoniaux au domaine contractuel – Applicabilité des lois nouvelles aux régimes matrimoniaux en cours (non) – Applicabilité de la règle de conflit de lois en vigueur à la date du mariage – Choix des époux – Absence de manifestation expresse – Présomption – Soumission à la loi du premier domicile conjugal – C. civ., art. 1387 - Loi du 17 mars 1984, art. 2. 267

Lois et règlements

Règlement grand-ducal – Base légale – Loi abrogée – Survie du règlement – Conditions – Règlement n'ayant pas été rapporté et n'étant pas devenu inconciliable avec les règles fixées par une législation postérieure – Const., art. 36 – C. civ., art 1^{er}. 191

Prêt

1° Prêt subordonné – Notion – C. civ., art. 1895. 251

2° Prêt subordonné – Conditions de validité – Violation de la règle de l'égalité des créanciers (non) – C. civ., art. 1895 et 1108. 251

3° Prêt subordonné – Effets – Respect de l'ordre de remboursement convenu – Portée de la clause de subordination – Dettes antérieures à l'expiration du prêt subordonné – C. civ., art. 1895. 251

Procédure civile et commerciale

1° Exploit d'huissier – Acte de procédure – Nullité – Nullité de forme – Conditions – Nullité devant porter atteinte aux intérêts de la partie adverse – Grief – Difficulté éventuelle d'exécuter la décision à intervenir – Préjudice hypothétique ne permettant pas de prononcer la nullité de l'acte – NCPC, art. 264. 187

2° Expertise – Principe du contradictoire – Droit à un procès équitable – Application à la procédure dans son ensemble – Droit d'assister aux opérations d'expertise médicale (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6 § 1 – NCPC, art 432. 235

Procédure pénale

1° Témoins – Incapacité de témoigner – Matière correctionnelle – C. instr. crim., art. 156-1 et 189. 195

2° Sursis à l'exécution des peines – Condamnations contradictoires subies à l'étranger – Assimilation aux condamnations prononcées par les juridictions luxembourgeoises – Application au sursis simple et au sursis probatoire – C. instr. crim., art. 628-3. 197

- 3° Sursis à l'exécution des peines – Condamnation antérieure – Interprétation – Condamnation irrévocable avant le fait motivant la seconde poursuite – C. instr. crim., art. 626 et 629. 197
- 4° Compétence territoriale internationale des tribunaux luxembourgeois – Prorogation de compétence – Indivisibilité – Notion – C. pén., art. 3 – C. instr. crim., art. 5 et ss. 238

Régimes matrimoniaux

- 1° Remploi – Conditions – Accord des époux (non) – Obligation d'une déclaration à l'acte (non) – Obligation de preuve de l'origine des fonds – C. civ., art. 1434, al. 1^{er}. 225
- 2° Communauté universelle - Clause de sauvegarde – Liquidation selon les règles de la communauté réduite aux acquêts – Aménagement du droit de reprise – Atteinte au principe d'immutabilité des conventions matrimoniales (non) – C. civ., art. 1525. 225

Responsabilité civile

- 1° Responsabilité délictuelle – Atteinte à la vie privée – Atteinte au droit à l'image – Acte répréhensible ou dommageable commis par la voie d'un média – Action – Prescription – Délai – Point de départ – Première mise à disposition du public – C. civ., art. 1382 et 1383 - Loi du 8 juin 2004, art. 70. 206
- 2° Dépositaire d'OPCVM – SICAV – Sociétés commerciales – Action directe des actionnaires (non) – Loi du 30 mars 1988, art. 35 - Loi du 20 décembre 2002, art. 36 - Directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, art. 16. 214
- 3° Dépositaire d'OPCVM – SICAV – Sociétés commerciales – Perte de la valeur des actions – Préjudice social – Action individuelle de l'actionnaire – Irrecevabilité – Exception – Préjudice personnel – Loi du 30 mars 1988, art. 35 - Loi du 20 décembre 2002, art. 36. 214
- 4° Banque – Règles de conduite – Normes disciplinaires – Base légale permettant aux particuliers d'invoquer leur violation (non) – Loi du 5 avril 1993, art. 39 - Loi du 12 novembre 2004, art. 5 (3). 270
- 5° Responsabilité contractuelle – Banque – Ordre de virement – Exécution – Banque du bénéficiaire – Mandataire substitué du donneur d'ordre – Obligation de prudence et de diligence – Obligation de contrôler la régularité apparente de l'ordre de virement – Principe de non-ingérence – Portée – Anomalies apparentes ne devant pas échapper au banquier normalement prudent et vigilant – Obligation de moyens – C. civ., art. 1994 al.2. 270

Responsabilité des pouvoirs publics

- 1° Décision administrative – Non-respect du principe du contradictoire – Irrégularité formelle – Cause de responsabilité civile (non) – C. civ., art. 1382. 242
- 2° Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) – Exigence d'une faute lourde – Décision de refus d'agrément annulée par le juge administratif – Preuve de la faute (non) – Charge de la preuve des carences dans l'instruction – L. 23 déc. 1998, art. 20, 2). 242

3° Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) – Refus d’agrément – Dirigeant d’un établissement de crédit – Honorabilité professionnelle – Situation apparente – Faute lourde (non) – L. 23 déc. 1998, art. 20, 2) ; L. 5 avr. 1993, art. 7, 3).	242
Secret professionnel	
Violation - Condition - Révélation effective de l’information soumise au secret professionnel – C. pén., art. 458.	229
Sociétés commerciales	
SICAV – Liquidation judiciaire – Exercice des droits et actions par le liquidateur – Action individuelle des actionnaires (non) - Loi du 30 mars 1988, art. 55 - Loi du 20 décembre 2002, art. 36 - Directive 85/611/CEE du 20 décembre 1985, art. 16.	214
Traitement des données à caractère personnel	
1° Loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l’égard du traitement des données à caractère personnel – Champ d’application large - Loi du 2 août 2002, art. 3.	229
2° Utilisation non réglementaire – Sanction pénale – Sanction limitée aux personnes agissant à titre particulier – Loi du 2 août 2002, art. 17, al. 3.	229
Travail	
Licenciement avec préavis - Fonds pour l’Emploi – Intervention – Appel incident – Appel d’intimé à intimé – Recevabilité – C. trav., art. L. 521-4(7) - NCPC, art. 571.	193